



Syndicat CGT Pole Emploi des Pays de la Loire
1, rue de la Cale Crucy
44179 NANTES Cedex 04
Tél : 02 40 38 46 40

NON M REBSAMEN, LES CHOMEURS NE SONT PAS RESPONSABLES DU CHOMAGE, MAIS LA POLITIQUE DE VOTRE GOUVERNEMENT, OUI :

En effet, depuis 2012, la politique économique mise en place est destructrice d'emploi :

- **L'ANI du 11 janvier 2013 qui facilite les licenciements économique ;**
- **Le Crédit Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi / Pacte de Responsabilité :**

En Novembre 2012, à propos du CICE, M SAPIN, alors ministre du Travail, déclarait : le CICE devrait susciter la création de *"300 000 emplois d'ici deux ans"*.

Deux ans plus tard, le même déclare : « Ce n'est pas comme ça que fonctionne une entreprise : le CICE est là pour aider les entreprises à reprendre de l'initiative [par de] l'investissement [...]. Vous ne pouvez pas avoir un modèle unique [...]. Ce n'était pas une aide conditionnée par telles créations d'emplois, tels types d'investissements. [...] »

Résultats : 41 Mds d'Euros d'aide aux entreprises (dont près d'1 Mds au secteur bancaire en année pleine) pour : une augmentation de 30% des dividendes versés par les entreprises aux actionnaires au 2^{ème} trimestre 2014, et une augmentation de 5% du Chômage !!

- **Des attaques sans précédents contre le monde du travail : simplification du code du travail, travail du dimanche, la représentation syndicale dans les PME, attaque contre les 35 H, attaque contre la Sécurité Sociale, le pouvoir d'achat (avec notamment l'imposition de la part patronale sur la Mutuelle)...**

Cette dégradation flagrante de la situation atteste, une fois de plus, de la nocivité du « Pacte de responsabilité », avec ses cadeaux pour les entreprises, et de la politique d'austérité que poursuit le gouvernement pour plaire au patronat, aux marchés financiers et aux libéraux de la Commission européenne, avec notamment la pression sur les dépenses publiques et sociales utiles, alors que des milliards d'euros continuent d'être accordés aux entreprises sous la forme d'aides et d'exonérations fiscales et sociales sans évaluation ni contrôle.

CE N'EST PAS LE TRAVAIL QUI COUTE CHER, MAIS LES ACTIONNAIRES !!

La question de la répartition des richesses dans notre pays et du contrôle des aides publiques par les salariés et leurs représentants est posée avec force. Cet argent, c'est le nôtre !

CE N'EST PAS LE CAPITAL QUI CREE LES RICHESSES MAIS LES TRAVAILLEURS !!

Les 5 PRIORITES de la CGT pour relancer la croissance :

- Revaloriser le SMIC, l'indice des salaires dans la Fonction Publique, les pensions et les minimas sociaux.
- Etablir un calendrier d'ouverture des négociations dans les branches professionnelles sur les grilles de qualifications.
- Mettre en œuvre une véritable démocratie sociale qui permettra aux salariés de pouvoir bénéficier d'un droit d'expression direct et collectif sur leur travail quelle que soit la taille de l'entreprise.
- Relancer l'emploi par l'investissement industriel au travers du plan d'investissement porté par la Confédération Européenne des Syndicats.
- Contrôler les aides publiques accordées aux entreprises en les réorientant sur l'emploi et l'investissement.